



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET D'EURE-ET-LOIR

ARRETE N° 28/2015

signé par
Nicolas QUILLET, Préfet d'Eure-et-Loir

le 20 août 2015

28- Préfecture d'Eure-et-Loir
DMMS-BPIAE

Délégation de signature au profit de M. Frédéric CLOWEZ
Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet d'Eure-et-Loir.



Place de la République – CS 80537 - 28019 CHARTRES CEDEX – Standard : 02 37 27 72 00
horaires d'ouverture de la préfecture :

lundi, mardi, mercredi, jeudi : 9h00-12h30 / 14h00-16h30 (le vendredi 16h00)
accueil au guichet le matin de 9h00 à 12h30 et l'après-midi sur rendez-vous

[pour toute précision, consulter sur www.eure-et-loir.gouv.fr](http://www.eure-et-loir.gouv.fr) rubrique "démarches administratives"



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

**Délégation de signature au profit de M. Frédéric CLOWEZ, Sous-Préfet, Directeur de cabinet
du Préfet d'Eure-et-Loir**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de la route,

Vu le code de santé publique,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée,

Vu la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu le décret n° 90-897 du 1^{er} octobre 1990 modifié portant réglementation des artifices de divertissement,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le décret n° 2002-999 du 17 Juillet 2002 relatif aux dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention et la lutte contre la délinquance,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu le décret n° 2011-846 du 18 juillet 2011, modifié, relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,

Vu le décret n° 2011-847 du 18 juillet 2011 relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu le décret du 3 septembre 2013, portant nomination de M. Frédéric ROSE, en qualité de sous-préfet de Dreux,

VU le décret du 12 octobre 2013 portant nomination de Mme Franceline FORTERRÉ-CHAPARD en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou,

Vu le décret du 4 décembre 2013 portant nomination de M. Nicolas QUILLET en qualité de préfet d'Eure-et-Loir,

Vu le décret du 14 février 2014 portant nomination de M. Frédéric CLOWEZ, en qualité de sous-préfet et de directeur de cabinet du préfet d'Eure-et-Loir,

Vu le décret du 15 juin 2015 portant nomination de Mme Carole PUIG-CHEVRIER, en qualité de secrétaire générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir,

Vu l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2014 relatif à la nouvelle organisation de la préfecture,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2015, portant délégation de signature au profit de M. Frédéric CLOWEZ, sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet d'Eure-et-Loir,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Délégation est donnée à M. Frédéric CLOWEZ, sous-préfet, directeur de cabinet, à l'effet de signer les arrêtés, décisions, circulaires, rapports et les correspondances relevant des attributions du cabinet du préfet d'Eure-et-Loir (bureau du cabinet, service interministériel de défense et de protection civile, bureau de la communication Interministérielle et de la mission prévention et sécurité) à l'exception des rapports aux ministres.

Article 2 :

Délégation est également donnée à M. Frédéric CLOWEZ, sous-préfet, directeur de cabinet, pour signer :

- les devis, les acceptations de devis de travaux se rapportant au budget de la préfecture dans la limite de la dotation qui lui est attribuée annuellement,
- les visas de facture,
- les décisions relatives aux gardes particuliers,
- les décisions prises en application de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage portant mises en demeure de quitter les lieux,
- les arrêtés accordant les dérogations aux règles d'accessibilité des personnes handicapées,
- les procès-verbaux de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,
- les procès-verbaux de la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives,
- les arrêtés portant habilitation et agrément pour dispenser les formations aux premiers secours,
- les arrêtés fixant la composition des jurys d'examen de secourisme,
- les actes et autorisations relatifs aux explosifs,
- les arrêtés d'agrément relatifs à l'acquisition, la détention et l'utilisation de certains artifices de divertissement destinés à être lancés par un mortier,
- les arrêtés relatifs à l'écobuage et aux feux de chaume,
- les convocations et procès-verbaux des réunions de sécurité routière,
- les décisions relatives aux soins psychiatriques,
- les engagements de dépenses de la direction départementale de la sécurité publique nécessitant un transfert entre les lignes budgétaires telles qu'elles ont été arrêtées dans le budget approuvé par M. le préfet ,
- les arrêtés portant refus de délivrance de titre de séjour, les arrêtés portant obligation à quitter le territoire français, les arrêtés préfectoraux portant reconduite à la frontière, les arrêtés préfectoraux d'expulsion, les arrêtés fixant le pays de destination, les arrêtés préfectoraux portant réadmission vers un pays de l'Espace Economique Européen, les décisions de maintien en local ou en centre de rétention ne dépendant pas de l'administration pénitentiaire, les arrêtés portant assignation à résidence, toutes correspondances et tous mémoires tant administratifs que judiciaires relatifs à l'éloignement des ressortissants étrangers ainsi que les requêtes en appel des ordonnances des juges des libertés de la détention,
- les décisions, courriers, enquêtes et autres actes de procédures dans les domaines suivants:
 - la réglementation relative aux armes ;
 - la vidéoprotection ;
 - les polices municipales ;
 - la police des débits de boissons ;
 - les manifestations sportives et autres réglementations en matière d'aviation civile,
 - les dérogations de circulation courtes et longues durées poids lourds de plus de 7 tonnes 5,
- les arrêtés portant immobilisation et mise en fourrière des véhicules,
- les décisions de suspension de permis de conduire,
- les mesures administratives consécutives à un examen médical relatif au permis de conduire,
- le formulaire référence 44 intitulé « récépissé de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nul », les certificats de gage et non gage,
- les décisions de récupération des points du permis de conduire à la suite d'un stage de sensibilisation à la sécurité routière,
- les arrêtés, décisions, correspondances relatifs au service départemental d'incendie et de secours d'Eure-et-Loir.

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas QUILLET, préfet d'Eure-et-Loir, de M. Frédéric ROSE, sous-Préfet de Dreux, délégation de signature est donnée à M. Frédéric CLOWEZ, sous-préfet, directeur de cabinet, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions, contrats, circulaires, rapports, correspondances, procès verbaux de réunion dont il assure la présidence et documents relevant des attributions de l'Etat dans le département d'Eure-et-Loir.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric CLOWEZ, sous-préfet, directeur de cabinet, Mme Franceline FORTERRE-CHAPARD, sous-préfète de l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou, est désignée pour signer les pièces énumérées à l'article 2 ci-dessus.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric CLOWEZ, sous-préfet, directeur de cabinet :

- M. François PERRIN, attaché principal d'administration, chef du bureau du cabinet, est désigné pour signer les pièces énumérées à l'article 2 ci-dessus, relevant des attributions du bureau du Cabinet à l'exception des lettres comportant une décision ou faisant grief.
- M. Julien BERTRAND, attaché principal d'administration, chef du service interministériel de défense et de protection civile, est désigné pour signer les pièces énumérées à l'article 2 ci-dessus, relevant des attributions du service interministériel de défense et de protection civile à l'exception des lettres comportant une décision ou portant grief.
- M. Bruno NASONE, ingénieur des travaux publics de l'Etat, coordinateur sécurité routière et Mme Christine CARTIER, secrétaire administrative de classe supérieure, coordinateur sécurité routière adjoint, sont désignés pour signer les convocations et procès-verbaux de sécurité routière.
- Mme Béatrice TANGUY, attachée d'administration, chef du bureau de la communication interministérielle, est désignée pour signer les devis et les acceptations de devis d'achat de fournitures et matériels et de devis de travaux se rapportant au budget affecté au bureau de la communication interministérielle dans la limite de 2 000 € ainsi que les visas de factures et les bordereaux de transmission.

Article 6 :

Dans le cadre des attributions de la direction de la réglementation et des libertés publiques, délégation est donnée à M. Laurent BOILLEE, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre mer, à l'effet de signer :

- les arrêtés portant immobilisation et mise en fourrière des véhicules,
- les décisions de suspension de permis de conduire,
- les mesures administratives consécutives à un examen médical relatif au permis de conduire,
- le formulaire référence 44 intitulé « récépissé de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nul », les certificats de gage et non gage,
- les décisions de récupération des points du permis de conduire à la suite d'un stage de sensibilisation à la sécurité routière.

Article 7 :

Dans le cadre des attributions du bureau du cabinet, délégation est donnée à M. François PERRIN, attaché principal d'administration, à l'effet de signer :

- les demandes d'enquête ou de renseignements formulées auprès des administrations ou des chefs de service,
- la notification aux administrations des résultats des enquêtes ne comportant pas de décision administrative,
- les demandes d'extraits de casiers judiciaires,
- les bordereaux d'envoi,
- les correspondances administratives avec les particuliers, les collectivités territoriales et les services de l'Etat dans le département, à l'exclusion des courriers comportant une décision ou faisant grief.
- les devis dans la limite de 2 000 €,

- les visas de factures.

En cas d'absence de M. François PERRIN, attaché principal d'administration, chef du bureau du cabinet, délégation est donnée à Mme Jeannick LAURIN, secrétaire administrative de classe normale, adjointe au chef de bureau à l'effet de signer les pièces énumérées au présent article.

Article 8 :

Dans le cadre des attributions du service interministériel de défense et de protection civile, délégation est donnée à M. Julien BERTRAND, attaché principal d'administration, chef du service, à l'effet de signer :

- les bordereaux d'envoi,
- les convocations et procès-verbaux des réunions ou conférences ayant pour objet la protection civile, à l'exclusion des convocations adressées à des parlementaires et à des conseillers régionaux et généraux et des courriers comportant une décision ou faisant grief,
- les correspondances administratives avec les particuliers, les collectivités territoriales et les services de l'Etat dans le département, à l'exclusion des lettres et rapports aux ministres et des courriers comportant une décision ou faisant grief,
- les correspondances et les convocations relatives au secourisme,
- les diplômes de secourisme,
- les attestations de conformité pour l'homologation des chapiteaux, tentes et structures itinérantes,
- les actes et récépissés relatif à la réglementation concernant les feux d'artifices,
- les certificats de qualification aux tirs d'artifices de divertissements de groupe K4,
- les convocations, procès-verbaux et notifications des avis relatifs aux séances de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et immeubles de grande hauteur,
- les correspondances relatives à la police des établissements recevant du public,
- les demandes d'intervention des services de déminage,
- les devis dans la limite de 2 000 €,
- les visas de factures.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien BERTRAND, attaché principal d'administration, chef du service interministériel de défense et de protection civile, délégation est donnée à Mme Isabelle PASQUIER, secrétaire administrative de classe normale, adjointe au chef de service, à l'effet de signer les correspondances administratives concernant la constitution des dossiers, les bordereaux d'envoi et transmissions de pièces non classifiées, les convocations aux visites de la sous-commission départementale de sécurité et examens de secourisme ainsi que les demandes d'intervention des services de déminage.

Article 9 :

Pendant les permanences qu'il est amené à assurer, délégation de signature est également donnée à M. Frédéric CLOWEZ, sous-préfet, directeur de cabinet, à l'effet de signer :

- les décisions en matière de sécurité et d'ordre public, y compris les réquisitions des forces de l'ordre,
- tous arrêtés, décisions, mémoires, correspondances et saisines et requêtes en 1^{ère} instance et en appel devant les juridictions de l'ordre administratif et judiciaire, pris en application du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 10 :

L'arrêté de délégation de signature en date du 15 juillet 2015, portant délégation de signature au profit de M. Frédéric CLOWEZ, sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet d'Eure-et-Loir, est abrogé.

Article 11 :

La secrétaire générale de la préfecture d'Eure-et-Loir est chargée, de l'exécution du présent arrêté qui s'appliquera dès sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir.

Chartres, le 20 AOUT 2015

Nicolas QUILLET

Délais et voies de recours :

"Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à :

M. le Préfet d'Eure-et-Loir

Place de la République, CS 80 537 - 28019 CHARTRES Cedex ;

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie 45000 ORLEANS

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours."